

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Lundi, 6 juin 1898.

N^o 24.

Montag, 6. Juni 1898.

Loi du 6 juin 1898, portant modification de la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire, et révision de celle du 6 juillet 1876, sur les traitements du personnel enseignant.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les art. 49 et 50 de la loi du 20 avril 1881 sont abrogés, et les art. 20 alinéa final, 61 al. 1^{er}, 63 al. 1^{er} et 96 al. 1^{er} à 5 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 20, al. final. — À la demande du chef du culte, l'instituteur coopérera à l'enseignement religieux. Il sera, dans ce cas, chargé de l'enseignement de l'histoire sainte, et consacrera quatre fois par semaine un quart d'heure à faire réciter les leçons du catéchisme.

Art. 61, al. 1^{er}. — Les instituteurs sont nommés par les administrations communales, sur l'avis de la commission locale et de l'inspecteur, et sous l'approbation du directeur général du service afférent.

Art. 63, al. 1^{er}. — Les instituteurs sont démissionnés et révoqués par les administrations communales, l'inspecteur et la commission lo-

Gesetz vom 6. Juni 1898, wodurch das Gesetz vom 20. April 1881 über die Organisation des Primärunterrichtes abgeändert, und dasjenige vom 6. Juli 1876 über die Lehrergehälter revidirt wird.

Wir ADOLPH, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Art. 49 und 50 des Gesetzes vom 20. April 1881 sind aufgehoben und die Art. 20 Schlussabsatz, 61 Absatz 1, 63 Absatz 1 und 96 Absätze 1 bis 5 desselben Gesetzes sind durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Art. 20, Schlussabsatz. — Auf Verlangen des Kultuschefs wird der Lehrer am Religionsunterrichte mitwirken. In diesem Falle wird ihm der Unterricht in der biblischen Geschichte übertragen ; außerdem wird er viermal wöchentlich je eine Viertelstunde die Katechismusfragen abhören.

Art. 61, Absatz 1. — Die Ernennung der Lehrer erfolgt durch die Gemeindeverwaltungen, auf das Gutachten der Lokalkommission und des Schulinspektors und unter Genehmigung des mit dem betreffenden Dienstzweige betrauten General-Direktors.

Art. 63, Absatz 1. — Die Lehrer werden entlassen und abgesetzt durch die Gemeindeverwaltungen, nach Anhörung des Inspektors und

cale entendus en leur avis, sous l'approbation du directeur général du service afférent.

Art. 96, al. 1^{er} à 5. — La commission locale se compose, pour les communes comptant moins de 3,000 habitants :

1^o du bourgmestre ou de celui qu'il délègue en son remplacement, à choisir dans le sein du conseil communal, sous l'approbation du Gouvernement, comme président ;

2^o du curé de chaque paroisse ou de son délégué et pour les écoles de celle-ci, et

3^o d'un membre laïque à désigner par le conseil communal.

Dans les communes de plus de 3,000 habitants, la commission locale se compose, en dehors du bourgmestre et du ou des membres ecclésiastiques, ou de leurs délégués, comme il est dit ci-dessus, de trois membres laïques à nommer par le conseil communal.

Art. 2. La loi du 6 juillet 1876 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les écoles primaires communales du Grand-Duché sont divisées en cinq classes.

Sont rangées :

1^o dans la 1^{re} classe, les écoles de la ville de Luxembourg ;

2^o dans la 2^e, celles des localités ayant six écoles ou plus et des chefs-lieux de canton, à l'exception de Capellen ;

3^o dans la 3^e, celles des localités ne rentrant pas dans les catégories des n^{os} 1 et 2, ayant au moins quatre écoles ;

4^o dans la 4^e, celles des localités ayant trois écoles ;

5^o dans la 5^e, celles des localités ayant moins de trois écoles.

Le classement d'un ressort scolaire composé d'écoles établies dans des localités différentes sera fait par le directeur général du service afférent, la Commission d'instruction et le conseil communal entendus. Les écoles de ces ressorts pourront même être assimilées à celles de a 2^e classe.

der Lokalkommission und unter Genehmigung des mit dem betreffenden Dienstzweige betrauten General-Direktors

Art. 96, Absätze 1—5. — In den Gemeinden von weniger als 3000 Einwohnern besteht die Lokalkommission :

1^o aus dem Bürgermeister oder dem von ihm unter den Mitgliedern des Gemeinderathes mit Genehmigung der Regierung bezeichneten Delegierten, als Präsidenten ;

2^o aus dem Pfarrer einer jeden Pfarrei oder dessen Stellvertreter und für die Schulen dieser Pfarrei ;

3^o aus einem durch den Gemeinderath zu bezeichnenden Laienmitgliede.

In den Gemeinden von mehr als 3000 Einwohnern besteht die Lokalkommission, außer dem Bürgermeister und dem oder den Geistlichen oder deren Stellvertretern, wie oben erwähnt, aus drei durch den Gemeinderath zu bezeichnenden Laienmitgliedern.

Art. 2. Das Gesetz vom 6. Juli 1876 ist aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Art. 1. — Die Gemeindeprimärschulen des Großherzogthums sind in fünf Classen eingetheilt.

Es gehören :

1^o zur ersten Classe, die Schulen der Stadt Luxemburg ;

2^o zur zweiten Classe, diejenigen der Ortschaften mit sechs oder mehr Schulen sowie der Kantonshauptorte, mit Ausnahme von Capellen ;

3^o zur dritten, diejenigen der Ortschaften, welche nicht in die Kategorien Nr. 1 und 2 gehören, jedoch mindestens vier Schulen haben ;

4^o zur vierten, die Schulen der Ortschaften mit drei Schulen ;

5^o zur fünften die Schulen der Ortschaften, welche weniger als drei Schulen haben,

Die Classirung eines Schulbezirks, zu welchem Schulen verschiedener Ortschaften gehören, geschieht durch den General-Direktor des betreffenden Dienstzweiges, nach Anhörung der Unterrichts-Commission und des Gemeinderathes. Die Schulen solcher Bezirke können sogar denjenigen der zweiten Classe gleichgestellt werden.

Art. 2 — Les traitements du personnel enseignant sont fixés par le conseil communal, sous l'approbation du directeur général du service afférent.

Néanmoins, tout instituteur, toute institutrice, préposé à une école primaire communale, a droit à un minimum de traitement.

Art. 3. — Les traitements des instituteurs et institutrices de la ville de Luxembourg ne pourront être inférieurs à ceux fixés par délibération du conseil communal du 21 septembre 1895, approuvée le 15 février 1896.

Toute organisation différente de celle établie en ce moment maintiendra au moins, pour le premier et le dernier degré, les traitements actuellement attachés à ces mêmes degrés.

Art. 4. — Le minimum du traitement communal des instituteurs et institutrices laïques brevetés des autres écoles primaires communales du Grand-Duché consistera :

- 1° en un minimum de traitement fixe variant selon la classe à laquelle appartient l'école ;
- 2° en une rétribution scolaire annuelle de 9 fr. par élève, pour tout enfant susceptible de fréquenter l'école au-dessus du nombre de quarante.

Art. 5. — Le minimum de traitement fixe dû conformément à l'article précédent, indépendamment des rétributions scolaires, sera :

I. Pour les instituteurs :

de l'école de la 5 ^e classe . . .	900 fr.
» » 4 ^e » . . .	1100 »
» » 3 ^e » . . .	1200 »

de la 2^e classe :

- a) si la localité a moins de six écoles 1300 »
- b) si elle a six écoles ou un plus grand nombre 1600 »

II. Pour les institutrices :

de l'école de la 5 ^e classe . . .	750 »
» » 4 ^e » . . .	825 »
» » 3 ^e » . . .	900 »

de la 2^e classe :

- a) si la localité a moins de six écoles 1050 fr.

Art. 2. — Die Gehälter des Lehrpersonals werden durch den Gemeinderath, vorbehaltlich der Genehmigung des General-Directors des betreffenden Dienstzweiges, festgesetzt.

Jeder Lehrer und jede Lehrerin einer Communal-Primärschule hat jedoch Anspruch auf ein Gehaltsminimum

Art. 3. — Die Gehälter der Lehrer und Lehrerinnen der Stadt Luxemburg dürfen nicht geringer sein als diejenigen, welche durch die am 15 Februar 1896 genehmigte Berathung des Gemeinderathes von Luxemburg vom 21. September 1895 festgesetzt worden sind.

Jede von der jetzigen etwa abweichende Organisation soll für den ersten und den letzten Grad zum wenigsten die gegenwärtig mit diesen Graden verbundenen Gehälter beibehalten,

Art. 4. — Das Minimum des Communal-Gehaltes der brevetirten Lehrer und weiblichen Lehrerinnen der anderen Communal-Primärschulen des Großherzogthums besteht :

- 1° aus einem fixen mit der Classe, zu welcher die Schule gehört, wechselnden Gehaltsminimum;
- 2° aus einer Schulgebühr von 9 Fr. jährlich für jedes über die Schülerzahl von vierzig hinausgehende schulpflichtige Kind.

Art 5. — Abgesehen von diesem Schulgeld, beträgt das gemäß dem vorigen Artikel geschuldete fixe Gehaltsminimum :

1° Für den Lehrer an einer Schule :

der 5ten Classe	900 Fr.
der 4ten "	1100 "
der 3ten "	1200 "

der 2ten Classe :

- a) in einer Ortschaft mit weniger als sechs Schulen 1300 "
- b) in einer Ortschaft mit sechs oder mehr Schulen 1600 "

2° Für die Lehrerin an einer Schule :

der 5ten Classe	750 "
der 4ten "	825 "
der 3ten "	900 "

der 2ten Classe :

- a) in einer Ortschaft mit weniger als 6 Schulen 1050 "

b) si elle a six écoles ou un plus grand nombre 1275 fr.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux instituteurs et institutrices des degrés inférieurs au premier, dans les localités dont les écoles sont divisées en plusieurs degrés.

Art. 6. — Les traitements des instituteurs et institutrices des degrés inférieurs au premier dans les localités dont s'agit à la fin de l'article précédent, seront fixés de manière à répondre équitablement aux gradations établies entre les écoles par la délibération organique de ces dernières et, en tout cas, de manière qu'aux taux ci-après de traitement fixe minimum des instituteurs et des institutrices du premier degré correspondent au moins les taux suivants de traitement fixe minimum pour le dernier degré, à savoir :

I. Pour les instituteurs :

	Premier degré.	Dernier degré.
des écoles de la 2 ^e classe :		
a) si la localité a six écoles ou un plus grand nombre	1600 fr.	1100 fr.
b) si elle a moins de six écoles	1300 »	1000 »
des écoles de la 3 ^e classe	1200 »	1000 »
» » 4 ^e »	1100 »	900 »

II. Pour les institutrices :

des écoles de la 2 ^e classe :		
a) si la localité a six écoles ou un plus grand nombre	1275 fr.	900 »
b) si elle a moins de six écoles	1050 »	825 »
des écoles de la 3 ^e classe	900 »	750 »
» » 4 ^e »	825 »	750 »

Les minimum de traitement fixe des degrés intermédiaires entre le premier et le dernier seront établis comme suit : l'écart existant entre le traitement minimum fixe du premier degré et le traitement minimum fixe du dernier degré sera partagé d'une manière égale entre tous les degrés postérieurs au premier, et réparti ensuite entre ceux-ci d'après leurs rangs respectifs, de

b) in einer Ortschaft mit sechs oder mehr Schulen 1275 Fr.

In den Ortschaften, deren Schulen in mehrere Grade eingetheilt sind, finden die Bestimmungen gegenwärtigen Artikels keine Anwendung auf Lehrer und Lehrerinnen der Grade unter dem ersten.

Art. 6. — Die Gehälter der Lehrer und Lehrerinnen an den dem ersten Grade untergeordneten Schulen der am Schluß des vorhergehenden Artikels erwähnten Ortschaften werden so festgesetzt, daß sie in billiger Weise der durch die Schulorganisation aufgestellten Stufen-Eintheilung der Schulen entsprechen, und zwar so, daß den hiernächst folgenden fixen Gehalts-Minimal-Sätzen für Lehrer und Lehrerinnen an Schulen des ersten Grades wenigstens nachstehende Minimal-Sätze fixen Gehalts für den letzten Grad entsprechen, nämlich :

I. Für die Lehrer der

	1ter Grad.	Letzter Grad.
Schulen der 2ten Classe :		
a) Ortschaften mit sechs oder mehr Schulen	1600 Fr.	1100 Fr.
b) Ortschaften mit weniger als sechs Schulen	1300 „	1000 „
Schulen der 3ten Classe	1200 „	1000 „
Schulen der 4ten Classe	1100 „	900 „

II. Für die Lehrerinnen der

Schulen der 2ten Classe :		
a) Ortschaften mit sechs oder mehr Schulen	1275 Fr.	900 „
b) Ortschaften mit weniger als sechs Schulen	1050 „	825 „
Schulen der 3ten Classe	900 „	750 „
Schulen der 4ten Classe	825 „	750 „

Die fixen Gehaltsminima der Mittelgrade zwischen dem ersten und dem letzten werden folgendermaßen festgestellt : der zwischen dem fixen Gehaltsminimum des ersten Grades und demjenigen des letzten bestehende Abstand wird gleichmäßig unter alle dem ersten Grad untergeordneten Grade vertheilt, und zwar auf Grund ihres respectiven Ranges, so daß das fixe Gehaltsminimum eines

façon que le traitement minimum fixe de chaque degré soit également distant du traitement minimum fixe du degré qui le précède et du traitement fixe minimum du degré qui le suit.

Le conseil communal assignera, dans la délibération organique des écoles, aux divers instituteurs et institutrices le degré dans lequel ils sont à classer pour l'application du présent article.

Art. 7. — Toute institutrice religieuse brevetée a droit, indépendamment du logement avec mobilier, à un minimum de traitement annuel de 700 fr., quel que soit le nombre des élèves susceptibles de fréquenter les écoles.

Si les institutrices religieuses d'une localité sont à plusieurs, le traitement minimum de l'une d'elles sera de 700 fr., et celui de chacune des autres de 600 fr.

Il est dû de plus à l'institutrice religieuse une rémunération spéciale du chef des enfants en dehors de l'âge obligatoire. Cette rémunération est réglée conformément à l'art. 8 ci-après.

Art. 8. — Tout instituteur, de même que toute institutrice, a droit à une rétribution mensuelle de 75 centimes par élève, du chef des enfants de parents solvables, au-dessous de l'âge de six ans ou au-dessus de l'âge de douze ans, fréquentant l'école.

Cette rétribution sera payée directement par la commune à l'instituteur ou à l'institutrice, à la fin de l'année scolaire, et recouvrée conformément aux art. 46 et 47 de la loi du 20 avril 1881.

Pareille rétribution sera due par la commune du chef des enfants de parents indigents en dehors de l'âge obligatoire, mais cela pour autant seulement que le nombre total, tant des élèves susceptibles de fréquenter l'école que des élèves indigents en dehors de l'âge obligatoire, sera supérieur à quarante.

Dans ce dernier cas, il n'est dû d'indemnité que jusqu'à concurrence de ce dont le minimum de traitement de l'instituteur ou de l'institutrice, réuni au montant des rétributions faisant l'objet de la disposition qui précède, excédera le traitement lui alloué par la délibération organique des écoles.

jeden Grades gleichmäßig von dem Gehaltsminimum des ihm übergeordneten und des ihm untergeordneten Grades absteht.

Der Gemeinderath wird in der Berathung über die Schulorganisation den verschiedenen Lehrern und Lehrerinnen den Grad anweisen, in welchem sie behufs Anwendung dieses Artikels rangiren.

Art. 7. — Jede brevetirte Schulschwester hat, außer einer möblirten Wohnung, Anspruch auf ein jährliches Gehaltsminimum von 700 Fr., welches auch die Zahl der schulpflichtigen Kinder sein mag.

Hat eine Ortsgemeinschaft mehrere Schulschwester, so beträgt das Gehaltsminimum einer derselben 700 Fr., und dasjenige jeder andern 600 Fr.

Uebrigens hat die Schulschwester Recht auf eine besondere Remuneration für nicht schulpflichtige Kinder. Diese Remuneration wird gemäß folgendem Art. 8 geregelt.

Art. 8. — Jeder Lehrer sowie jede Lehrerin hat Anspruch auf ein monatliches Schulgeld von 75 Centimes für jedes Kind zahlungsfähiger Eltern unter sechs oder über zwölf Jahren, das die Schule besucht.

Dieses Schulgeld wird gemäß Art. 46 und 47 des Gesetzes vom 20. April 1881 dem Lehrer und der Lehrerin zu Ende des Schuljahres durch die Gemeinde direkt ausbezahlt.

Ein gleichhohes Schulgeld schuldet die Gemeinde für nicht schulpflichtige Kinder dürftiger Eltern falls die Gesamtzahl, sowohl der schulpflichtigen, als der dürftigen nicht schulpflichtigen Kinder, vierzig übersteigt.

In letztem Falle ist eine Vergütung nur bis zu dem Betrage geschuldet, um welchen das in voranstehender Bestimmung erwähnte Schulgeld vereinigt mit dem Gehaltsminimum des Lehrers oder der Lehrerin, das durch die Schulorganisation bewilligte Gehalt übersteigt.

Cet excédant restera en tout cas à la charge exclusive de la caisse communale.

Les administrations communales ne pourront refuser l'admission à l'école d'aucun enfant indigent ou solvable en dehors de l'âge obligatoire, tant que le local de l'école est suffisamment vaste, le tout sans préjudice aux exclusions à prononcer en vertu de la loi du 20 avril 1881 et du règlement sur la tenue des écoles du 16 octobre 1845.

Art. 9. — Tout instituteur, toute institutrice laïque a droit, à défaut d'un logement convenable, à une indemnité de logement, laquelle sera au moins de 130 fr. par année pour les instituteurs et de 110 fr. pour les institutrices des écoles de la 8^e classe.

Cette indemnité sera successivement majorée en faveur des instituteurs et des institutrices des écoles des classes supérieures, de telle sorte que la majoration représentera toujours au moins 25 pCt. de l'excédant du traitement fixe minimum de l'instituteur ou de l'institutrice, sur le traitement fixe minimum de l'école de la dernière classe.

Les indemnités actuelles de logement ne pourront être réduites au préjudice de ceux des membres du personnel enseignant qui en jouissent en ce moment, aussi longtemps qu'il ne leur sera pas fourni de logement convenable en nature.

Les dispositions du présent article sont applicables au personnel du corps enseignant de la ville de Luxembourg.

Art. 10. — Tout instituteur communal a droit, après cinq années de service comme instituteur breveté, à un supplément de traitement de 100 fr. à charge de l'État; ce supplément sera de 200 fr. après dix années de service, de 300 fr. après quinze années, de 400 fr. après vingt années, de 500 fr. après vingt-cinq années et de 600 fr. après trente années de service.

L'institutrice laïque aura droit, dans les mêmes conditions, à des suppléments de traitement à charge de l'État de respectivement 75 fr., 150 fr., 225 fr., 300 fr., 375 fr. et 450 fr.

Dieser Ueberschuß wird ausschließlich der Gemeindefasse zur Last bleiben.

Die Gemeinde-Verwaltungen dürfen einem dürftigen oder zahlungsfähigen nicht schulpflichtigen Kinde die Aufnahme in die Schule nicht verweigern, sofern das Schullocal hinreichend groß ist; dies jedoch unbeschadet der auf Grund des Gesetzes vom 20. April 1881 und des Reglements vom 16. October 1845 über Schulhaltung auszusprechenden Ausweisungen.

Art. 9. — Jeder Lehrer, sowie jede weltliche Lehrerin hat, in Ermangelung einer anständigen Wohnung, Anspruch auf eine jährliche Wohnungsentschädigung, welche zum wenigsten 130 Fr. für die Lehrer und 110 Fr. für die Lehrerinnen der 5. Klasse beträgt.

Diese Entschädigung steigt zu Gunsten der Lehrer und Lehrerinnen an Schulen der höhern Classen in dem Maße, daß die Zulage jedesmal wenigstens 25 pCt. des Ueberschusses ihres fixen Gehaltsminimums gegen das fixe Gehaltsminimum der Schule der letzten Classe betragen muß.

Die jetzigen Wohnungsentschädigungen dürfen nicht zum Nachtheil derjenigen Mitglieder des Lehrpersonals, welche zur Zeit im Genuß derselben stehen, vermindert werden, so lange diesen nicht eine anständige Wohnung angewiesen wird.

Die Bestimmungen dieses Artikels sind auf das Lehrpersonal der Stadt Luxemburg anwendbar.

Art. 10. — Jeder Communal-Lehrer hat nach fünf Dienstjahren als brevetirter Lehrer Anspruch auf eine Gehaltszulage von 100 Franken, welche aus Staatsmitteln zu bestreiten ist. Diese Zulage wird nach zehn Jahren 200 Fr., nach fünfzehn Jahren 300 Fr., nach zwanzig Jahren 400 Fr., nach fünfundzwanzig Jahren 500 Fr., nach dreißig Jahren 600 Fr. betragen.

Jede weltliche Lehrerin hat, unter denselben Bedingungen, Anspruch auf Staatszulagen von 75 Fr., bzw. 150 Fr., 225 Fr., 300 Fr., 375 Fr. und 450 Fr.

Toutefois, sur la proposition du conseil communal ou de l'inspecteur d'écoles, et après avis préalable de ces derniers, ainsi que du comité permanent de la Commission d'instruction, le directeur général pourra, après avoir entendu l'instituteur ou l'institutrice dans leurs explications, suspendre, pour un temps qu'il jugera convenir, le paiement de nouveaux suppléments pour ancienneté de service.

Art. 11. — Les instituteurs et les institutrices laïques, porteurs d'un brevet de capacité autre que celui de 4^e rang, auront, du chef de ce brevet, droit à une prime annuelle qui leur sera payée par l'État. Cette prime sera :

pour les brevets de 3 ^e rang de	50 fr.
»	2 ^e » 100 »
»	1 ^{er} » 150 »

Les instituteurs et les institutrices laïques du 4^e degré, actuellement en fonctions, jouissant de la prime de brevet du 3^e rang en vertu de l'art. 12 § 3 de la loi du 6 juillet 1876, conservent la jouissance de cette prime.

Les primes dont s'agit sont considérées comme faisant partie intégrante du traitement, et, comme telles, sujettes à la même retenue que ce dernier.

Art. 12. — Tout instituteur d'une école primaire supérieure de garçons, chargé d'au moins dix-huit heures de classe par semaine assignées en majeure partie à l'enseignement de branches autres que les arts graphiques, la calligraphie, la musique et le chant, aura droit à un traitement minimum fixe de 1600 fr., indépendamment de la part qui pourra lui être allouée dans le minerval et dans les rétributions scolaires, par la délibération organique des écoles.

Le traitement minimum fixe du directeur ou de l'instituteur en chef de l'école sera de 1700 fr.

L'un et l'autre ont, en outre, faute de logement convenable, droit à une indemnité de logement de 305 fr. et respectivement 330 fr.

Art. 13. — Les dispositions des art. 10 et 11 sont applicables aux instituteurs tant ecclésiastiques que laïques des écoles primaires supérieures communales, ainsi qu'aux institutrices

Jedoch kann der General Direktor, auf den Vorschlag des Gemeinderathes oder des Schulinspectors, und auf deren Gutachten sowie auf dasjenige des ständigen Ausschusses der Unterrichtskommission, nach Anhörung des Lehrers oder der Lehrerin, für eine durch ihn zu bestimmende Zeit, die Zahlung weiterer Alterszulagen einstellen.

Art. 11. — Lehrer und weltliche Lehrerinnen, welche ein Fähigkeits-Brevet höhern als 4. Ranges besitzen, haben auf Grund dieses Brevets Anspruch auf eine jährliche, vom Staate zu zahlende Prämie

von 50 Fr. für ein Brevet 3. Ranges,
» 100 " " " 2. " "
» 150 " " " 1. " "

Die jetzt im Dienste stehenden Lehrer und weltlichen Lehrerinnen 4. Ranges, welche auf Grund des Art. 12 § 3 des Gesetzes vom 6. Juli 1876 die Prämie eines Brevets 3. Ranges beziehen, bleiben im Genuß dieser Prämie.

Die vorerwähnten Prämien sind als integrierender Theil des Gehaltes anzusehen, und als solche denselben Abzügen wie das Gehalt unterworfen.

Art. 12. — Jeder Lehrer einer Oberprimärschule für Knaben, welcher wöchentlich wenigstens mit achtzehn Lehrstunden in andern Unterrichtszweigen als denen der graphischen Künste, der Calligraphie, der Musik und des Gesanges beauftragt ist, hat Recht auf ein fixes Gehaltsminimum von 1600 Fr., außer dem Antheil am Minerval oder an den Schulgebühren, welcher ihm durch die organische Schulberathung bewilligt werden kann.

Das fixe Gehaltsminimum des Directors oder Oberlehrers der Schule beträgt 1700 Fr.

Beide haben außerdem, in Ermangelung einer anständigen Wohnung, Recht auf eine Wohnungsentschädigung von 305 Fr. und bzw. 330 Fr.

Art. 13. — Die Bestimmungen der Art. 10. und 11 sind sowohl auf geistliche, als auf weltliche Lehrer der Communal-Oberprimärschulen, sowie auf die weltlichen Lehrerinnen dieser Schulen

laïques des mêmes écoles, le tout pour autant qu'ils sont chargés de l'enseignement de branches autres que les arts graphiques, la calligraphie, la musique et le chant.

Les diplômes, certificats de maturité ou certificats de capacité délivrés au personnel enseignant de ces écoles seront, pour l'application de l'art. 11, et après avis préalable de la Commission d'instruction, assimilés, selon les cas, soit au brevet de capacité du 2^e rang, soit à celui du 1^{er} rang.

Art. 14. — Les traitements communaux du personnel enseignant seront payés par mois, et par l'intermédiaire de l'Etat à décharge des communes.

Ils seront dus pour le mois entier une fois commencé, et liquidés au commencement du mois pour lequel ils sont dus.

Lorsque l'instituteur ou l'institutrice changent de résidence, leur traitement cessera de courir à charge de la commune ou section de commune qu'ils quittent, à partir de la fin du mois pendant lequel a lieu la mutation. La commune ou section de commune au service de laquelle l'instituteur ou l'institutrice sera nouvellement entré, devra le traitement pour tout le mois pendant lequel a eu lieu l'entrée en fonctions, à moins que l'instituteur ou l'institutrice n'aient touché pour ce mois un traitement d'instituteur dans une autre commune ou section de commune.

Le mode de liquidation du traitement par les caisses de l'Etat, ainsi que le mode de recouvrement des avances faites par l'Etat à décharge des communes, seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Art. 15. — Des subsides sont accordés par l'Etat aux communes en faveur de l'instruction primaire.

A cet effet, une somme de 400,000 fr. sera annuellement portée au budget de l'Etat.

Art. 16. — Un règlement d'administration publique déterminera la répartition des subsides entre les communes, d'après des principes uniformes dont il ne pourra être dévié qu'avec l'autorisation du Grand-Duc.

anwendbar, insofern diese mit andern Unterrichts-Gegenständen als denen der graphischen Künste, der Calligraphie, der Musik und des Gesanges beauftragt sind.

Die Diplome, Reife- oder Fähigkeitszeugnisse, welche das Lehrpersonal dieser Schulen besitzt, werden behufs Anwendung des Art. 11 und nach eingeholtem Gutachten der Unterrichts Commission, je nach Umständen dem Fähigkeitsbrevet des 2. oder des 1. Ranges gleichgestellt.

Art. 14. — Die Communal-Gehälter des Lehrpersonals werden monatlich durch den Staat zu Entlast der Gemeinden ausbezahlt.

Sie sind für den einmal begonnenen Monat ganz zu zahlen, und werden zu Anfang des Monats, für welchen sie geschuldet sind, liquidirt.

Andern Lehrer oder Lehrerinnen ihren Wohnsitz, so hört das Gehalt zu Last der Gemeinde oder Gemeindefaction, welche sie verlassen, mit Ablauf des Monats, in welchem der Wechsel stattgefunden, auf. Die Gemeinde oder Gemeindefaction, in welcher der Lehrer oder die Lehrerin neu eintritt, schuldet das Gehalt für den ganzen Monat, innerhalb dessen der Antritt der neuen Stellung erfolgt ist, es sei denn daß der Lehrer oder die Lehrerin für denselben Monat ein Gehalt in einer andern Gemeinde oder Gemeindefaction bereits bezogen haben.

Der Liquidationsmodus der Gehälter durch die Staatskassen, sowie der Eintreibungsmodus der durch den Staat für die Gemeinden gemachten Vorschüsse werden durch ein öffentliches Verwaltungsreglement festgesetzt.

Art. 15. — Den Gemeinden werden seitens des Staats Subsidien zu Gunsten des Primärunterrichtes bewilligt.

Zu diesem Behufe wird jährlich in das Staatsbudget eine Summe von 400,000 Fr. eingestellt.

Art. 16. — Durch ein öffentliches Verwaltungsreglement wird die Vertheilung der Subsidien unter die Gemeinden nach gleichförmigen Grundsätzen geregelt, von welchen nur mit Genehmigung des Großherzogs abgewichen werden kann.

Art. 17. — Le Gouvernement pourra ordonner d'office le dédoublement de toute école ayant plus de soixante-dix élèves, susceptibles de fréquenter l'école.

Il est autorisé à prendre d'office, et aux frais de la commune, toutes les mesures nécessaires à ces fins.

Art. 18. — L'indemnité annuelle du secrétaire de la Commission d'instruction est portée à 1200 fr.

Art. 3. La présente loi sortira ses effets, quant aux traitements communaux, à partir de l'année scolaire 1897-98 et, quant aux nouveaux suppléments de l'État, à partir du 1^{er} janvier 1897.

Il est alloué :

- a) au budget de 1897 un crédit de 221,000 fr. à rattacher par une somme de 200,000 fr. à l'art. 180 et une somme de 21,000 fr. à l'art. 182 ;
b) au budget de 1898 un crédit de 228,000 fr. à rattacher par une somme de 200,000 fr. à l'art. 180 et une somme de 28,000 fr. à l'art. 182.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 6 juin 1898.

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.

ADOLPHE.

Art. 17. — Die Regierung kann von Amtswegen die Zweitheilung jeder Schule von mehr als siebenzig schulpflichtigen Kindern anordnen.

Sie ist befugt von Amtswegen alle zu diesem Zwecke erforderlichen Maßregeln und zwar auf Kosten der Gemeinde zu treffen.

Art. 18. — Die jährliche Entschädigung des Sekretärs der Unterrichtscommission ist auf 1200 Fr. festgesetzt.

Art. 3. Gegenwärtiges Gesetz tritt bezüglich der Gemeindegehälter mit dem Schuljahre 1897—98 und bezüglich der neuen Staatszulagen vom 1. Januar 1897 ab in Kraft.

Bewilligt sind :

- a) auf das Budget von 1897 ein Kredit von 221,000 Fr., wovon 200,000 Fr. auf Art. 180 und 21,000 Fr. auf Art. 182 verrechnet werden ;
b) auf das Budget von 1898 ein Kredit von 228,000 Fr., wovon 200,000 Fr. auf Art. 180 und 28,000 Fr. auf Art. 182 verrechnet werden.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in das „Mémorial“ eingetragen werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 6. Juni 1898.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Adolph.

Arrêté g.-d. du 6 juin 1898, portant règlement général sur la répartition des subsides de l'État en faveur de l'enseignement primaire d'après des principes uniformes.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 juin 1898, concernant la modification de la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire, et la révision de celle du 6 juillet 1876, sur les traitements du personnel enseignant ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Großh. Beschluß vom 6. Juni 1898, wodurch die Vertheilung der Staatszuschüsse für den Primärunterricht nach gleichförmigen Grundsätzen geregelt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Juni 1898, die Abänderung des Gesetzes vom 20. April 1881 über die Organisation des Primärunterrichtes, sowie die Revision desjenigen vom 6. Juli 1876 über die Lehrergehälter, betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'intérieur et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La part contributive de l'Etat dans les frais de l'enseignement primaire est fixée à l'égard de toute commune ou section de commune à 30 pCt. des traitements communaux payés au personnel enseignant des écoles primaires.

Le restant de la subvention globale est réparti entre les seules localités qui perçoivent des impositions communales et ce au prorata de traitements fictifs composés pour chaque section d'autant de dixièmes des traitements réels que le taux de l'imposition compte de dizaines.

Art. 2. Les habitants de la ville de Luxembourg sont censés payer à raison de leur octroi une imposition communale de 20 pCt.

Art. 3. La part contributive de l'Etat ne pourra en aucun cas dépasser le montant effectif de la dépense communale relativement aux traitements afférents.

Art. 4. Notre Directeur général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 6 juin 1898.

ADOLPHE

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Circulaire du 6 juin 1898, relative à l'exécution de la loi du même jour, sur l'enseignement primaire.

En exécution de la loi du 6 juin 1898, les administrations communales auront à réviser les traitements du personnel enseignant de leurs écoles primaires pour l'année scolaire courante.

Elles recevront incessamment les imprimés nécessaires pour la rédaction de ces délibérations, à laquelle elles auront à procéder le plus tôt possible.

Auf den Bericht Unseres Generaldirectors des Innern und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Beitrag des Staates zur Bestreitung der Kosten des Primärunterrichtes ist für jede Gemeinde oder Gemeindefraktion auf 30 pCt. der dem Lehrpersonal der Primärschulen gezahlten Communalgehälter festgesetzt.

Der Rest des Globalsubsidies wird ausschließlich unter diejenigen Ortschaften vertheilt, welche Gemeindesteuern erheben und zwar im Verhältniß fiktiver Gehälter, welche für jede Sektion in der Weise berechnet werden, daß sie aus soviel Zehnteln der wirklichen Gehälter zusammengesetzt sind, als der Prozentsatz der Communalsteuern Zehner enthält.

Art. 2. Für die Einwohner der Stadt Luxemburg wird die Okroiststeuer als gleichbedeutend mit einer Gemeindeaufgabe von 20 pCt. angesehen.

Art. 3. Das Staatssubsidium kann in keinem Falle den Betrag der effektiven Ausgaben der Gemeinde für die diesbezüglichen Gehälter übersteigen.

Art. 4. Unser General-Director des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 6. Juni 1898.

Adolph.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Kundtschreiben vom 6. Juni 1898, betreffend die Ausführung des Gesetzes vom selben Tage, über den Primärunterricht.

In Ausführung des Gesetzes vom 6. Juni 1898 werden die Gemeindeverwaltungen die Revision der Lehrergehälter für das lfd. Schuljahr vorzunehmen haben.

Die Gemeindeverwaltungen sind ersucht, diese Berathungen sobald als möglich anzufertigen ; die hierzu nöthigen Druckformulare werden ihnen unverzüglich zugehen.

Je crois devoir leur indiquer les principaux points par lesquels la nouvelle loi diffère de celle du 6 juillet 1876.

L'art. 1^{er} introduit quelques changements dans le classement des écoles. La 6^e classe est supprimée ou plutôt elle est réunie à la 5^e. La 2^e classe a été élargie ; elle comprend ainsi les localités ayant six écoles ou plus, qui rangeaient autrefois dans la 3^e classe.

Les traitements communaux assignés aux différentes classes sont fixés par les art. 5 et 6. Dans différentes communes les traitements actuels des instituteurs dépassent déjà les minima prévus par la nouvelle loi. Les communes ne devront pas interpréter la loi en ce sens qu'elles ramèneront ces traitements au taux indiqué par la loi. Au contraire, j'espère que les communes qui se sont montrées généreuses envers leur personnel enseignant, conserveront les mêmes sentiments à leur égard, surtout en présence de la forte majoration des subsides dont elles bénéficieront.

Les institutrices religieuses reçoivent une majoration du minimum de leur traitement communal de 100 fr. Beaucoup d'entre elles jouissent déjà d'un traitement égal ou supérieur à ce minimum. Cependant ce n'est pas une raison pour ne pas reconnaître par une nouvelle majoration les bons services rendus par elles, alors surtout que ces institutrices ne participent pas aux suppléments de l'État.

Les indemnités de logement ont été majorées, mais la manière de les calculer est restée la même ; seuls le minimum et le taux de la majoration seront à l'avenir plus élevés.

Le crédit pour subsides dans l'intérêt de l'enseignement primaire a été doublé.

Les communes recevront donc sous peu de nouveaux subsides pour l'année scolaire courante. Là où la gratuité de l'enseignement existe, la caisse communale sera donc fortement soulagée et là où des rétributions scolaires sont encore perçues, celles-ci seront sensiblement réduites.

J'espère cependant que ce ne sera pas là le

Ich halte es für angezeigt, Ihnen die Hauptpunkte anzugeben, in welchen das neue Gesetz von demjenigen vom 6. Juli 1876 abweicht.

Durch Art. 1 wird die Klassifizierung der Schulen in einigen Punkten abgeändert. Die 6. Klasse fällt weg, oder wird vielmehr mit der 5. Klasse verbunden. Die 2. Klasse wird erweitert, indem sie auch die Ortschaften umfaßt, welche sechs oder mehr Schulen haben und früher zur 3. Cl. gehörten.

Art. 5 und 6 bestimmen die Gemeindegehälter der verschiedenen Klassen. In verschiedenen Gemeinden übersteigt schon heute das Gehalt des Lehrers das neue gesetzliche Minimum ; die Gemeinden dürfen jedoch die Tragweite des Gesetzes nicht in dem Sinne auffassen, als ob sie die Gehälter auf das gesetzliche Minimum zurückzuführen hätten. Ich erwarte vielmehr, daß dieselben die freigebigen Gefinnungen, welche sie dem Lehrpersonal gegenüber stets bekundet, auch beibehalten werden, besonders angesichts der beträchtlichen Erhöhung der ihnen zugewiesenen Subsidien.

Das Gehaltsminimum der Schulfachweibern ist um 100 Fr. erhöht worden. Viele von ihnen beziehen schon heute ein gleiches oder höheres Gehalt. Die Gemeinden thun jedoch wohl daran, deren treue Dienstleistungen durch eine neue Gehaltserhöhung anzuerkennen, besonders in Erwägung des Umstandes, daß diese Lehrerinnen keine Staatszulage beziehen.

Auch die Wohnungsentfchädigungen sind erhöht worden, aber die Art und Weise dieselbe zu berechnen, ist dieselbe geblieben ; nur Minimum und Steigerungsnorm sind höher gestellt worden.

Der Credit für Subsidien zu Gunsten des Primärunterrichtes ist verdoppelt worden.

Den Gemeinden werden daher baldigst neue Subsidien fürs laufende Schuljahr bewilligt werden. In denjenigen Ortschaften, wo die Unentgeltlichkeit des Primärunterrichtes eingeführt ist, wird die Gemeindefasse in namhafter Weise unterstützt werden ; in denjenigen, wo man noch Schulgeld erhebt, wird der Betrag desselben bedeutend verringert.

Ich gebe mich jedoch der Hoffnung hin, daß

seul effet que ces nouvelles subventions produiront. Dans beaucoup de localités, les bâtiments, le mobilier et le matériel scolaires laissent encore à désirer. Grâce au large concours de l'Etat, les communes pourront doter le service de l'enseignement de manière qu'il puisse prendre son entier développement.

Luxembourg, le 6 juin 1898.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Loi du 6 juin 1898, portant majoration des traitements du personnel enseignant de l'institut des sourds-muets.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Sur la décision de la Chambre des députés du 11 mai 1898 et celle du Conseil d'Etat du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. A partir du 1^{er} janvier 1897, les traitements du personnel de l'institut des sourds-muets sont fixés comme suit :

Instituteur en chef . . . 2700 à 3000 fr.

Instituteurs adjoints . . . 2300 à 2600 fr.

En outre, ces fonctionnaires jouiront d'une indemnité de logement, à fixer par le Directeur général du service afférent dans les limites des allocations budgétaires.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 6 juin 1898.

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.

ADOLPHE.

dies nicht das einzige Resultat sein wird, welches die neuen Subventionen ergeben werden. In vielen Ortschaften nämlich lassen Schulgebäude, sowie Mobiliar und Material zu wünschen übrig. Dank der bedeutenden Mitwirkung des Staates, werden die Gemeinden im Interesse dresbezüglicher Verbesserungen dem Primarunterrichte solche Zuwendungen machen können, daß dieser einen ungehinderten Ausichnung nehmen kann

Luxemburg, den 6 Juni 1898

Der General Director des Innern,
H. Kirpach.

Gesetz vom 6 Juni 1898, die Erhöhung der Gehälter des Lehrpersonals der Taubstummeneinrichtung betreffend.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenämmer vom 11. Mai 1898 und derjenigen des Staatsrathes vom 13. dess. Mts, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel Vom 1. Januar 1897 ab sind die Gehälter des Personals der Taubstummeneinrichtung festgesetzt wie folgt :

Oberlehrer 2700—3000 Fr.

Unterrichter 2300—2600 Fr.

Außerdem beziehen diese Beamten eine Wohnungsentfchädigung, welche vom Generaldirector des betreffenden Dienstzweiges nach Maßgabe der durch das Budget vorgesehenten Credite bestimmt wird.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's *"Mémorial"* eingetragen werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 6 Juni 1898.

Der General Director
des Innern,
H. Kirpach.

Adolph.